



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.143/2
du 28 mars 2022

advies 71.143/2
van 28 maart 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant, en matière de
recyclage, différents arrêtés
royaux relatifs à
l'intermédiation dans le
secteur financier et
des assurances'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging, inzake
bijscholing, van verschillende
koninklijke besluiten over de
bemiddeling in de financiële
en de verzekeringssector'

Le 4 mars 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant, en matière de recyclage, différents arrêtés royaux relatifs à l'intermédiation dans le secteur financier et des assurances'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 mars 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 mars 2022.

*

Op 4 maart 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging, inzake bijscholing, van verschillende koninklijke besluiten over de bemiddeling in de financiële en de verzekeringssector'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 maart 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 maart 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 298, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 avril 2014 'relative aux assurances' dispose que,

« [p]ar dérogation au paragraphe 1^{er}, l'[Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités ('OCM')] est chargé du contrôle du respect des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution qui concernent les sociétés mutualistes visées aux articles 43bis, § 5, et 70, §§ 6, 7 et 8, de la loi du 6 août 1990 'relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités', et de celles qui concernent les intermédiaires d'assurances visés à l'article 68 de la loi du 26 avril 2010 'portant des dispositions diverses en matière d'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I)' »¹.

L'article 298, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, de la loi du 4 avril 2014 prescrit, quant à lui, que,

« [p]our les arrêtés que le Roi devra prendre en vertu de la présente loi, sur avis de la FSMA, il conviendra également de recueillir l'avis de l'OCM s'il est prévu que les sociétés mutualistes et/ou les intermédiaires d'assurances mentionnés à l'alinéa 1^{er} tombent dans le champ d'application des arrêtés en question ».

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Je vous confirme que l'article 4 du projet a vocation à s'appliquer également aux sociétés et intermédiaires visés à l'article 298, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 4 avril 2014 sur les assurances, et ce même si ces derniers ne sont pas soumis au contrôle de la FSMA.

Ces sociétés et intermédiaires sont en effet soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 18 juin 2019 qui définit les connaissances professionnelles des intermédiaires du secteur des assurances et de la réassurance.

À ce titre, ils sont donc soumis à l'obligation de recyclage de leurs connaissances théoriques, dont le contenu est identique à celui des autres intermédiaires du secteur.

Vu l'équivalence des connaissances théoriques et des règles qui leur sont applicables, il n'y a pas de raison de les exclure des formations qui seront, le cas échéant, organisées par la FSMA sur ces règles. Ils devraient donc également pouvoir bénéficier de points de recyclage pour ces formations.

¹ L'article 298, § 1^{er}, de la loi du 4 avril 2014 dispose comme suit :

« Sauf disposition contraire explicite prévue par la présente loi, la FSMA assure le contrôle du respect des dispositions de cette loi et de ses arrêtés et règlements d'exécution ».

Comme vous le mentionnez, l'avis de l'OCM devra donc être sollicité conformément à l'article 298, § 2, alinéa 2, de la loi du 4 avril 2014 sur les assurances ».

L'auteur du projet veillera par conséquent au bon accomplissement de cette formalité.

Il sera par ailleurs fait mention de son accomplissement au préambule.

Si, consécutivement à l'accomplissement de la formalité susmentionnée, le texte soumis au Conseil d'État devait encore donner lieu à des modifications, à savoir d'autres modifications que celles tendant à répondre aux observations formulées dans le présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, le 1^o de l'alinéa 2 de l'article 8 et l'alinéa 1^{er} de l'article 13 de la loi du 22 mars 2006 'relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers' seront plus précisément visés.

2. Aux alinéas 2 et 3, il convient d'indiquer la mention des modifications encore en vigueur des dispositions visées.

3. Le préambule doit notamment citer les actes modifiés par l'arrêté en projet ².

Il convient par conséquent de viser au préambule les arrêtés suivants :

– l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006 'portant exécution de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers' ;

– l'arrêté royal du 29 octobre 2015 'portant exécution du Titre 4, Chapitre 4, du Livre VII du Code de droit économique' ;

– l'arrêté royal du 18 juin 2019 'portant exécution des articles 5, 19^o/1, 264, 266, 268 et 273 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances'.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 29.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. L'article 8/1, § 6, en projet, est rédigé comme suit :

« La participation à des formations organisées par la FSMA qui portent notamment sur les matières visées à l'article 7, § 1^{er}, 2^o[,] du présent arrêté, peut être prise en compte dans le calcul de la durée minimale de recyclage. La FSMA peut préciser les modalités de cette prise en compte ».

Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Toutes les formations organisées par la FSMA ne seront pas automatiquement prises en compte dans le calcul de la durée de recyclage. Premièrement, seules les formations portant, du moins en partie, sur les matières des connaissances théoriques que doivent posséder les personnes concernées, pourront être prises en considération. Ceci découle déjà de la disposition en projet. En outre, d'autres critères pourraient être pris en compte, par analogie avec ceux qui seront appliqués aux formations organisées par les organismes de formation agréés par la FSMA. À cet égard, la FSMA est d'ailleurs habilitée à préciser, par voie de règlement, les exigences en termes d'organisation, de contenu et de qualité auxquelles les organisateurs de formations et le recyclage dispensé par leurs soins doivent satisfaire. Le cas échéant, ces autres critères seront également précisés par la FSMA pour ses propres formations ».

La question se pose de l'admissibilité d'une telle délégation de pouvoir réglementaire à la FSMA.

L'attribution d'un pouvoir réglementaire à la FSMA n'est en principe pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et qu'un contrôle parlementaire direct fait défaut. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication, de contrôle préventif exercé par le Conseil d'État, section de législation, et de rang précis dans la hiérarchie des normes, sont absentes. Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle qu'il pouvait être considéré que les organismes ou institutions qui devaient appliquer la réglementation concernée étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée ³.

Dans ces derniers cas de figure, il est alors généralement recommandé que, vu les principes précités relatifs à l'unité du pouvoir réglementaire et à la responsabilité politique des

³ En ce sens, not. l'avis 67.719/VR donné le 15 juillet 2020 sur un avant-projet devenu la loi du 9 octobre 2020 'portant assentiment à l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspection d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano' (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 1490/1, pp. 28 à 58, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67719.pdf>).

titulaires du pouvoir exécutif devant la Chambre des représentants, les règlements en question soient soumis à tout le moins à l'approbation par le Roi ou par un ministre ⁴.

Toutefois, lorsque l'habilitation porte sur des éléments exclusivement techniques, à l'égard desquels aucune appréciation d'ordre politique n'est susceptible d'être mise en œuvre, pareille approbation n'est pas indispensable. L'autorité ainsi habilitée doit être spécialement attentive à ne pas excéder la portée de pareille habilitation.

En l'occurrence, la délégation conférée à la FSMA est admissible au vu de sa portée limitée, celle-ci étant la mieux placée pour déterminer les modalités de la prise en compte des formations ⁵.

Il conviendra cependant de prévoir la publication, à tout le moins sur le site internet de la FSMA, des modalités adoptées.

2. Le délégué du Ministre a également précisé, en réponse à une question relative au caractère facultatif de l'habilitation conférée à la FSMA, que,

« [p]our répondre à votre remarque sur la nécessité, pour la FSMA, de préciser les modalités d'une telle prise en compte, la disposition pourra être modifiée pour mentionner que la FSMA précisera les modalités de cette prise en compte et supprimer la simple faculté prévue dans la version actuelle du projet ».

Le dispositif sera par conséquent modifié en ce sens.

3. Les mêmes observations valent pour les articles 2 à 4.

Article 4

Dans la phrase introductive, l'article 18 de l'arrêté royal du 18 juin 2019 'portant exécution des articles 5, 19°/1, 264, 266, 268 et 273 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances' n'ayant été modifié que par l'arrêté royal du 12 décembre 2021, les mots « en dernier lieu » seront omis.

*

⁴ En ce sens par exemple, l'avis 69.921/2/V donné le 18 août 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 26 novembre 2021 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse en vue d'assurer la transposition de la Directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties, et modifiant par ailleurs la loi du 11 mars 2018 relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement' (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-2224/1, pp. 63 à 74 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69921.pdf>).

⁵ Voir en ce sens, l'avis 70.541/2 donné le 15 décembre 2021 sur un projet d'arrêté royal 'relatif au fonctionnement du Registre des crédits aux entreprises' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/70541.pdf>).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 298, § 2, eerste lid, van de wet van 4 april 2014 ‘betreffende de verzekeringen’ bepaalt:

“In afwijking van paragraaf 1 wordt de [Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen (‘CDZ’)] belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten met betrekking tot de maatschappijen van onderlinge bijstand, zoals bedoeld in artikel 43bis, § 5, en 70, §§ 6, 7 en 8, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, en met betrekking tot de verzekeringstussenpersonen zoals bedoeld in artikel 68 van de wet van 26 april 2010 houdende diverse bepalingen inzake de organisatie van de aanvullende ziekteverzekering (I)”.¹

Artikel 298, § 2, tweede lid, tweede zin, van de wet van 4 april 2014 bepaalt dan weer:

“Voor de besluiten van de Koning die op grond van deze wet moeten worden genomen na advies van de FSMA, moet tevens het advies van de CDZ worden ingewonnen indien de in het eerste lid vermelde maatschappijen van onderlinge bijstand en/of verzekeringstussenpersonen onder het toepassingsgebied van de Koninklijke besluiten in kwestie zullen vallen”.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Je vous confirme que l’article 4 du projet a vocation à s’appliquer également aux sociétés et intermédiaires visés à l’article 298, § 2, alinéa 1er, de la loi du 4 avril 2014 sur les assurances, et ce même si ces derniers ne sont pas soumis au contrôle de la FSMA.

Ces sociétés et intermédiaires sont en effet soumis aux dispositions de l’arrêté royal du 18 juin 2019 qui définit les connaissances professionnelles des intermédiaires du secteur des assurances et de la réassurance.

À ce titre, ils sont donc soumis à l’obligation de recyclage de leurs connaissances théoriques, dont le contenu est identique à celui des autres intermédiaires du secteur.

Vu l’équivalence des connaissances théoriques et des règles qui leur sont applicables, il n’y a pas de raison de les exclure des formations qui seront, le cas échéant,

¹ Artikel 298, § 1, van de wet van 4 april 2014 luidt als volgt:

“Behalve voor zover uitdrukkelijk anders bepaald in deze wet, ziet de FSMA toe op de naleving van de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten en -reglementen”.

organisées par la FSMA sur ces règles. Ils devraient donc également pouvoir bénéficier de points de recyclage pour ces formations.

Comme vous le mentionnez, l'avis de l'OCM devra donc être sollicité conformément à l'article 298, § 2, alinéa 2, de la loi du 4 avril 2014 sur les assurances".

Bijgevolg dient de steller van het ontwerp erop toe te zien dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

Voorts dient de vervulling van dat vormvereiste te worden vermeld in de aanhef.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat voornoemde vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, namelijk andere wijzigingen dan die waarmee men wil tegemoetkomen aan de in dit advies geformuleerde opmerkingen, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State' aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid moet meer specifiek verwezen worden naar punt 1° van het tweede lid van artikel 8 en naar het eerste lid van artikel 13 van de wet van 22 maart 2006 'betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten'.
2. In het tweede en het derde lid dienen de nog van kracht zijnde wijzigingen van de vermelde bepalingen te worden aangegeven.
3. In de aanhef dient melding te worden gemaakt van onder andere de teksten die bij het ontworpen besluit worden gewijzigd.²

Bijgevolg dient de aanhef te verwijzen naar de volgende besluiten:

– het koninklijk besluit van 1 juli 2006 'tot uitvoering van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten';

– het koninklijk besluit van 29 oktober 2015 'tot uitvoering van Titel 4, Hoofdstuk 4, van Boek VII van het Wetboek van economisch recht';

– het koninklijk besluit van 18 juni 2019 'tot uitvoering van de artikelen 5, 19°/1, 264, 266, 268 en 273 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen'.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 29.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Het ontworpen artikel 8/1, § 6, luidt als volgt:

“De deelname aan door de FSMA georganiseerde vormingen over met name de in artikel 7, § 1, 2°, van dit besluit bedoelde materies, kan in aanmerking worden genomen bij de berekening van de minimumduur van de bijscholing. De FSMA kan de modaliteiten voor de inaanmerkingneming van die deelname verduidelijken”.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg gegeven:

“Toutes les formations organisées par la FSMA ne seront pas automatiquement prises en compte dans le calcul de la durée de recyclage. Premièrement, seules les formations portant, du moins en partie, sur les matières des connaissances théoriques que doivent posséder les personnes concernées, pourront être prises en considération. Ceci découle déjà de la disposition en projet. En outre, d'autres critères pourraient être pris en compte, par analogie avec ceux qui seront appliqués aux formations organisées par les organismes de formation agréés par la FSMA. À cet égard, la FSMA est d'ailleurs habilitée à préciser, par voie de règlement, les exigences en termes d'organisation, de contenu et de qualité auxquelles les organisateurs de formations et le recyclage dispensé par leurs soins doivent satisfaire. Le cas échéant, ces autres critères seront également précisés par la FSMA pour ses propres formations.”

De vraag rijst of een dergelijke delegatie van verordenende bevoegdheid aan de FSMA toelaatbaar is.

Het verlenen van verordenende bevoegdheid aan de FSMA is in principe niet in overeenstemming met de algemene publiekrechtelijke beginselen omdat erdoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en een rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking, de preventieve toetsing door de Raad van State, afdeling Wetgeving, en de duidelijke plaats in de hiërarchie der normen. Als de afdeling Wetgeving in het verleden al bepaalde uitzonderingen op het verbod van delegatie van een verordenende bevoegdheid aan zulke instanties of instellingen toelaatbaar heeft geacht, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat men ervan kon uitgaan dat de instanties of de instellingen die de betrokken regelgeving moesten toepassen, ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.³

³ Zie in die zin onder meer advies 67.719/VR, op 15 juli 2020 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 9 oktober 2020 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano' (*Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 1490/001, 28 tot 58, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67719.pdf>).

In die laatstgenoemde gevallen wordt dan meestal aanbevolen de verordeningen in kwestie op zijn minst door de Koning of door een minister te doen goedkeuren, gelet op het voornoemde principe van de eenheid van de verordenende macht en het voornoemde principe dat de personen bij wie de uitvoerende macht berust, politieke verantwoording verschuldigd zijn aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.⁴

Indien de machtiging echter betrekking heeft op louter technische elementen, die geen aanleiding kunnen geven tot enige politieke beoordeling, is zo'n goedkeuring niet noodzakelijk. De aldus gemachtigde overheid moet er in het bijzonder op letten niet verder te gaan dan de reikwijdte van een dergelijke machtiging.

In casu is de aan de FSMA verleende delegatie aanvaardbaar aangezien ze een beperkte reikwijdte heeft en aangezien de FSMA het best geplaatst is om de nadere regels voor de inaanmerkingneming van de vormingen vast te stellen.⁵

Toch zal moeten worden voorzien in de bekendmaking van de vastgestelde regels, op zijn minst op de website van de FSMA.

2. Als antwoord op een vraag in verband met de facultatieve aard van de aan de FSMA verleende machtiging heeft de gemachtigde van de minister eveneens het volgende aangegeven:

“Pour répondre à votre remarque sur la nécessité, pour la FSMA, de préciser les modalités d’une telle prise en compte, la disposition pourra être modifiée pour mentionner que la FSMA précisera les modalités de cette prise en compte et supprimer la simple faculté prévue dans la version actuelle du projet”.

Het dispositief moet bijgevolg in die zin worden aangepast.

3. Diezelfde opmerkingen gelden ook voor de artikelen 2 en 4.

⁴ Zie in die zin bijvoorbeeld advies 69.921/2/V van 18 augustus 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 26 november 2021 ‘tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen met het oog op de omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2162 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 betreffende de uitgifte van gedekte obligaties en het overheidstoezicht op gedekte obligaties, en tot wijziging van de wet van 11 maart 2018 betreffende het statuut van en het toezicht op de betalingsinstellingen en de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienaars en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld, en de toegang tot betalingssystemen’ (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-2224/001, 63 tot 74; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69921.pdf>).

⁵ Zie in die zin advies 70.541/2 van 15 december 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende de werking van het Register van kredieten aan ondernemingen’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/70541.pdf>).

Artikel 4

Aangezien artikel 18 van het koninklijk besluit van 18 juni 2019 ‘tot uitvoering van de artikelen 5, 19°/1, 264, 266, 268 en 273 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen’ alleen gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 12 december 2021, moet het woord “laatstelijk” worden weggelaten uit de inleidende zin.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT